

La politique bioalimentaire est-elle sur la bonne voie?

Le 31 mai, j'ai eu le privilège d'être à la table ronde de la première rencontre annuelle des partenaires de la Politique bioalimentaire 2018-2025 : *Alimenter notre monde*. Si la journée a été l'occasion de réaffirmer certains messages de la Coalition Poids et de constater des progrès, je dois avouer que j'en sors moins enthousiaste que lors du Sommet sur l'alimentation.



Des pas en avant...

Bien que l'équilibre entre les intérêts économiques et les objectifs de prévention en santé ne soit pas toujours au rendez-vous, la collaboration interministérielle en alimentation semble enfin acquise. Je me suis donc réjouie de la présence de plusieurs ministres à la rencontre, ce qui témoigne d'une reconnaissance renouvelée de l'ensemble des enjeux du secteur bioalimentaire, incluant la santé.

J'applaudis également le fait que le bilan des différentes actions soit désormais public (les vidéos et documents de la journée sont [accessibles en ligne](#)). La transparence est à la base d'une relation de confiance et nous avons pris soin de le rappeler à l'industrie.



Autrement, j'observe un bel engouement pour l'éducation alimentaire et culinaire. L'intérêt pour l'approvisionnement alimentaire local de nos institutions publiques semble aussi au rendez-vous. Il s'agit d'un objectif qui pourrait avoir des retombées sur le soutien, la revitalisation et l'application des politiques alimentaires. Enfin, puisque l'environnement et la santé sont intimement liés, plusieurs seront heureux de savoir que le secteur biologique progresse plus rapidement que les cibles établies. Ces dernières avaient toutefois été jugées trop peu ambitieuses par certains lors du dévoilement de la politique.

Et des pas en arrière...

Si l'**an dernier**, je me réjouissais que les arguments économiques ne dominent pas les autres enjeux, comme la santé, je ne peux plus l'affirmer. Malgré la présence de la ministre de la Santé, Danielle McCann, qui a livré un discours convaincant sur la saine alimentation, les enjeux économiques ont accaparé l'espace de discussion. De plus, aucun des ministres présents n'a répondu aux commentaires soulevés par la Coalition Poids à la table ronde, dont la nécessité de transparence et de cohérence dans les investissements de l'État, qui ont des impacts sur la santé des Québécois.

D'entrée de jeu, le Premier ministre a limité son mot de bienvenue aux acteurs de la chaîne alimentaire et à leur importance économique. Pour les représentants des consommateurs

(ou plutôt des mangeurs, comme le soulignait à juste titre le Regroupement des cuisines collectives du Québec), cette amorce donnait le ton à une journée où les défis et les ambitions de croissance des industries bioalimentaires avaient priorité. Sans nier l'importance économique du secteur, il faut rappeler que les aliments ne sont pas une simple marchandise et que les décisions économiques ont des impacts sur nos environnements alimentaires et, par ricochet, la santé des Québécois.

Promouvoir les aliments d'ici à tout prix ?

Promouvoir les aliments du Québec est excellent pour l'économie locale, la planète et, dans le cas des produits maraîchers, la santé physique, mentale et financière de nos agriculteurs. Toutefois, local ne veut pas toujours dire sain ! Tous les *Aliments Québec* ne méritent pas la même promotion. Chose certaine, cet argument ne doit plus être utilisé pour justifier ou banaliser une consommation accrue de produits d'exception locaux.

D'ailleurs, on apprenait lors de la rencontre que le Québec n'a pas de quoi être fier de la qualité nutritive de ses aliments transformés. Parmi cinq catégories de produits étudiées par l'*Observatoire de la qualité de l'offre alimentaire*, soit les céréales à déjeuner, les viandes, les pains tranchés, les soupes prêtes-à-servir et les barres granola, les produits transformés du Québec sont considérablement plus nombreux à être trop riches en sucre et en sel comparativement aux produits similaires hors Québec. Plus de la moitié des produits transformés d'ici dépassent 15 % de la valeur quotidienne (VQ) en sucre par portion. En plus, on ne sait pas grand-chose sur la qualité de l'autre moitié d'entre eux, car soulignons-le, être sous le seuil maximal ne veut pas dire sain ! À 10 % de la VQ, c'est encore très sucré pour plusieurs catégories de produits. Pour offrir des aliments sains et nutritifs aux Québécois, beaucoup de chemin reste encore à faire ! Les maladies liées à l'alimentation nous coûtent des milliards de dollars alors il faut redoubler d'efforts.



À ce sujet, pour améliorer la valeur nutritive des aliments, l'approche volontaire actuellement en cours est reconnue moins efficace que la voie réglementaire. Il y a toutefois des moyens de favoriser le succès de ce type de mesure. Parmi ceux-ci, rendre les cibles et les données de surveillance accessibles au public est essentiel. Il est aussi nécessaire de prévoir les étapes qui suivront l'approche volontaire, dans le cas où elle serait infructueuse.

Restons vigilants et unis !

En somme, il y a eu certains progrès, mais beaucoup reste à faire ; il faut rester vigilants. Les Québécois méritent une offre alimentaire plus saine et nutritive. Ils méritent aussi que leur argent soit investi intelligemment. Au cours des prochaines années, le MAPAQ et Investissement Québec investiront des milliards de dollars dans les entreprises bioalimentaires. Nous devons exiger la cohérence et la transparence afin que les entreprises qui bénéficient de deniers publics soient celles qui proposent les aliments que l'on veut voir au quotidien dans l'assiette des Québécois et non celles qui contribuent à nous rendre plus malades. La mobilisation des acteurs en saine alimentation demeure essentielle.

Corinne Voyer
Directrice de la Coalition Poids

